

Le coup de bill'art du Soir

bakoukader@yahoo.fr

Accords et
record de Yalta

Par Kader Bakou

Tout le monde a entendu parler des accords de Yalta, mais il y a aussi le record de Yalta. Du 4 au 11 février 1945, Staline, Roosevelt et Churchill se réunissent à Yalta, en Crimée (URSS), pour préparer l'après-Seconde Guerre mondiale. C'est durant cette rencontre qu'a été décidé, par exemple, le partage de l'Allemagne et de Berlin en quatre zones d'occupation. Le palais Livadia où avait eu lieu cette rencontre est aujourd'hui un musée. La table de travail et les chaises des trois grands dirigeants sont toujours sur place. Des guides racontent parfois aux touristes une anecdote sur la proposition du président américain d'acheter le palais Livadia, une fois la guerre finie. Staline lui aurait répondu que cette question n'est pas à l'ordre du jour et que ce palais n'est pas à vendre, car il appartient au peuple soviétique.

Yalta, tout comme Sevastopol, est une ville ukrainienne à majorité de population russe. Elle a fait partie de l'empire ottoman, de l'empire russe et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Après la dislocation de l'URSS, des Russes de Crimée ont manifesté pour le rattachement de cette presqu'île à «la mère» Russie. Un journal russe a même exhumé un vieil accord entre les empires ottoman et russe qui stipule que la Crimée doit appartenir à l'un ou à l'autre de ces deux empires. Le record de Yalta a été établi par Alexander Bilozir, un artiste de Kiev (la Crimée est une république autonome d'Ukraine). Bilozir a peint un tableau à une profondeur de 12 m, près de la ville de Yalta, dans la mer Noire. Son secret : ce tableau «sous-marin» de 100 x 70 cm a subi un traitement spécial permettant à la peinture de ne pas se dissoudre dans l'eau. Alexander Bilozir a réalisé son premier tableau sous l'eau en 2004. Il est officiellement un recordman d'Ukraine. Son travail a été filmé et une copie a été envoyée pour une homologation au livre Guinness des records.

K. B

CONFÉRENCE À CHLEF
L'enseignement du temps d'Orléansville

«L'enseignement à Chlef pendant la période coloniale» a été le thème d'une conférence du Dr Aït Saâda Djamhouria. L'événement a eu pour théâtre le musée régional de la cité Aroudj à Chlef.

D'emblée, l'oratrice va se désoler du manque de documentation. M^{me} Aït Saâda, enseignante au département de français, malgré le peu d'archives qu'elle a pu glaner çà et là, a brossé un tableau de l'enseignement pendant la période allant de 1848 à 1948. «C'est un écueil important au point de vue méthodologique», se plaint-elle. Avant cette période coloniale, c'est un enseignement traditionnel qui officie à l'instruction des habitants de Chlef et qui est étroitement lié à l'activité religieuse. Cette charge revenait aux nombreuses écoles coraniques et aux medersas. Dans les campagnes, c'est un rôle dévolu aux confréries religieuses ou zaouïas.

Le programme consistait en une bonne connaissance du saint Coran, de la littérature, du droit, de la théologie et de l'administration pour les élèves destinés à occuper des emplois officiels. Les revenus des biens de ces structures ou habous permettaient le financement de cet enseignement. Les zaouïas les plus célèbres sont Medjadj, Mazouna et Miliana.

La colonisation, dès les premières années, participa à l'effondrement de ce système scolaire traditionnel. «Le coup de grâce est donné par l'arrêté du 30 octobre 1848 qui



Photos : DR

réunit au domaine de l'Etat les immeubles appartenant aux marabouts, zaouïas et à tous les établissements d'enseignement religieux. D'autres causes économiques et politiques de la désagrégation sociale vont ruiner le système d'enseignement traditionnel.» A ce dernier vont succéder les écoles arabo-françaises mises en place à la faveur du décret du 30 septembre 1850 portant rénovation de l'enseignement traditionnel. C'est un projet des responsables des «bureaux arabes» ayant pour arrière-pensée de placer l'enseignement traditionnel sous l'autorité coloniale. Ce but de rapprochement des deux ethnies fut un échec. Entre 1850 et 1870, cinq écoles furent créées (Heumis, Medjadja, Ouled Farès, Talasssa, Bourached). «Une circulaire de 1867 va ouvrir les écoles communales aux enfants musulmans, lesquelles deviennent mixtes et concurrencent l'école arabo-française.» Cet état de fait va mettre à mal les écoles arabo-françaises. Les véritables causes sont à chercher du côté des municipalités qui rechignent à apporter une aide financière aux écoles arabo-françaises. Ces dernières disparaissent, délaissées par l'autorité

locale, alors que peu d'enfants musulmans sont acceptés dans les écoles communales. «La politique scolaire à l'égard des musulmans se solde par un échec du fait de cette politique ségrégationniste, mais aussi de la peur d'une déculturation de la part des Algériens eux-mêmes.»

Sous le Second Empire, l'instruction avait pour but l'assimilation. La région de Chlef vit l'édification de nombreuses écoles primaires disséminées à travers tous les villages mais on note une très maigre scolarisation des Algériens (12 Algériens en 1875). En 1874, fut créée la première école normale d'institutrices à Miliana. L'enseignement indigène prit son essor en 1883, établissant l'école française destinée à assimiler les jeunes Algériens. Mais c'était sans compter avec l'opposition farouche de la population européenne et de ses élus. Ces derniers effrayèrent les parents musulmans en annonçant que l'obligation de scolarisation s'étendait aux filles. Le véritable enjeu était financier et idéologique,

car cette loi obligeait toutes les communes à ouvrir une école. Elle imposait comme dépense obligatoire l'entretien de ces écoles communales et prévoyait un enseignement de l'arabe contrôlé par une épreuve au certificat d'études primaires. Ces mesures furent mal reçues par les élus et peu de communes les appliquèrent. L'enseignement général ne fut prodigué qu'à une élite au service de la France et l'enseignement technique était destiné à servir les besoins des colons. Et au Dr Aït Saâda de conclure : «De nombreuses écoles furent créées malgré tout, mais elles sont là pour pallier à une insuffisance chronique dans l'alphabetisation des masses indigènes. Ainsi, après la disparition de l'autorité militaire, les quelques rares écoles arabo-françaises qui existèrent cessèrent d'être fréquentées et l'enseignement coranique enregistra un recul. Le déclin de l'enseignement indigène est alors consommé.»

Medjdoub Ali

En librairie

EUROPÉENS, «INDIGÈNES» ET JUIFS EN ALGÉRIE
(1830-1962) DE KAMEL KATEB

Histoire de populations

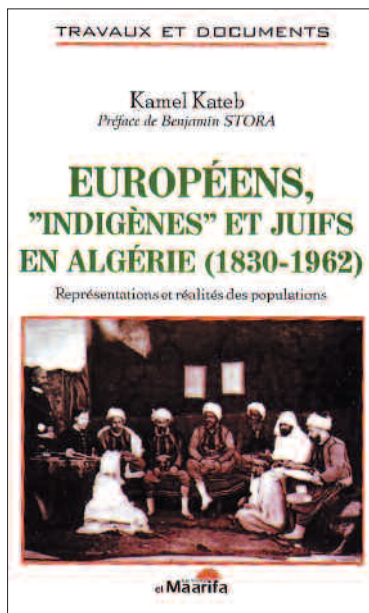
Européens, «indigènes» et juifs en Algérie (1830-1962) de l'auteur Kamel Kateb, édité par El-Maârif, est un recueil extraordinaire de 386 pages contenant des informations précieuses auxquelles chacun de nous aspire pour mieux cerner les périodes pré et post-coloniales dans notre pays.

Un travail de titan où l'auteur n'a pas lésiné sur son temps de recherche auprès des archives françaises de l'époque pour nous fournir des éléments de réponse basés sur des statistiques et chiffres existants sur la population établie sur notre sol.

Un livre qui reprend des passages écrits des différents décrets permettant d'établir des statistiques rationnelles sur la présence des populations en Algérie dès 1830 (Français, israélites, indigènes, étrangers). Cependant, la démographie algérienne (attendue et espérée) a fait couler beaucoup d'encre quant à la disparition prochaine des indigènes, Kabyles et Arabes confondus (propos rapportés des démographes de renom de l'époque).

Dans une série de 14 chapitres appuyés de plusieurs sous-titres, l'auteur Kamel Kateb a effectué une analyse très élaborée du début de l'implantation coloniale dans ses débordements racistes envers la population algérienne jusqu'aux tréfonds des villages les plus éloignés. De ce fait, un exode rural marque le siècle.

L'amorce d'une industrialisation du pays et la guerre ont donné une grande ampleur à ce phénomène. Un



recensement de 1938 fait apparaître 16 emplacements de bidonvilles à Alger avec une population de 16 000 personnes allant jusqu'à 184 emplacements de bidonvilles avec une population de 86 000 habitants en 1954. Tout ce bouleversement du mode de vie des tribus par la colonisation française a conduit les indigènes à venir s'implanter aux confins des villes, dans un saut légitime de survie où la population européenne s'était agglomérée.

Ce livre peut se targuer, grâce à son auteur, de fournir toutes sortes

d'informations utiles sur le parcours d'une colonisation anarchique et inhumaine, entraînant des dépaysements de la structure sociétariale et familiale de la population algérienne de l'époque.

Nul ne peut oublier ou pardonner après avoir pris connaissance des détails mentionnés dans les archives de l'époque que l'auteur a mentionnés pour nous. Un livre d'utilité historique à lire absolument où nous relevons une panoplie de tableaux comparatifs et des annexes pour énumérer les hommes qui ont dirigé l'Algérie de 1832 à 1962, ainsi qu'une bibliographie.

Fatma-Zohra
Aksouh, auteureFESTIVAL NATIONAL DU CHAÂBI
Début des sélections

L'opération d'inscription des jeunes talents désireux de participer à la 6^e édition du Festival national de la chanson chaâbi, prévue pour Ramadan prochain, vient de débiter, a appris l'APS auprès du commissariat du festival. Selon ce dernier, les fiches de participation sont disponibles dans toutes les directions de la culture de wilaya et dans les maisons de jeunes. Les inscriptions qui se poursuivront jusqu'au 22 avril peuvent être adressées par Internet ou par courrier au siège du festival, a dit Abdelkader Bendameche. Parallèlement au début des inscriptions, le commissariat du festival, promoteur des journées pédagogiques à Béjaïa consacrées à la chanson chaâbi, suivies d'un autre cycle de formation à Chlef du 11 au 16 mars et à Constantine du 1^{er} au 31 mai, a aussi organisé des tournées artistiques au profit des lauréats des 4^e et 5^e éditions du festival.

La seconde étape de cette opération consistera à réunir les candidats pour des présélections locales du 1^{er} au 31 mai, à l'issue desquelles il sera retenu vingt candidats par pôle d'examen (Alger, Béjaïa, Constantine). Le principe étant de retenir soixante candidats au total. Lors de la demi-finale prévue du 26 juin au 5 juillet, les candidats, qui seront accompagnés d'un orchestre formé de musiciens de différentes régions du pays, se produiront devant un jury formé de trois musiciens. Une résidence regroupant les candidats finalistes et les musiciens de l'orchestre est prévue du 9 au 22 juillet à Alger.

ACTUCULT

GALERIE MOHAMED-
RACIM
(AVENUE PASTEUR,
ALGER)

● Jusqu'au 28 février
2011 : exposition d'œuvres
de l'artiste algérien
Mustapha Adane et du
Palestinien
Naji Al-Ali.

PALAIS DE LA CULTURE
MOUFDI-ZAKARIA
(KOUBA, ALGER)

● Jusqu'au 20 février :
Exposition «Les Phéniciens
d'Alger, les routes

du commerce entre la mer
Méditerranée et l'Afrique
noire» (salle 4 de 10h à
18h).

SALLE EL-MOUGGAR
(ALGER-CENTRE)

Programme cinéma
● Jusqu'au 16 février :
Salt avec Angelina Jolie à
14h, 17h et 20h, sauf le
mercredi 16 février où il
n'y aura qu'une seule
séance : 14h

GALERIE EZZOU'ART
(CENTRE COMMERCIALET DE LOISIRS DE BAB
EZZOUAR, ALGER)

● Jusqu'au 5 mars 2011 :
Exposition collective d'arts
plastiques (25 artistes)
intitulée «La couleur dans
tous ses états».

CENTRE CULTUREL
FRANÇAIS D'ORAN

● Jusqu'au 24 février
2011 :
Exposition de peinture de
Karim
Sergoua intitulée «Elan de
vie versus Elan de vie».
CINÉMATHEQUE ALGÉ-

RIENNE (26, RUE LARBI
BEN M'HIDI, ALGER-
CENTRE)

● Mardi 15 février à 13h
et 16h : Film Sahara blues
de Rabah Bouberras
(Algérie/1991).
● Mercredi 16 février à
13h et 16h : Film Un jour
de Kadour Gouaiche
(Algérie).
● Jeudi 17 février à 13h
et 16h : Film Le retour du
désert de Stéphan Bern-
hardt (Algérie-RDA/1991).